

Bureau de dépôt:
BRUXELLES X
N° de client
P912345

ORGANISE-TOI

UN JOURNAL DE LA JEUNESSE ORGANISÉE & COMBATIVE
TRIMESTRIEL N°18 - MAI 2025



100 ANS ET TOUJOURS JEUNES



COMMENT ON AGIT ?

Nous sommes une organisation de jeunesse engagée, non liée à un parti politique, qui se veut antisexiste, antiraciste et anticapitaliste.

Nous nous organisons par groupe selon la région ou les affinités. Nous fonctionnons de manière démocratique et horizontale : tout le monde s'exprime et participe aux décisions !

Nous décidons ensemble des campagnes à mener, nous mobilisons autour de nous et menons des actions sur le terrain pour nous libérer de toute forme d'oppression.

Nous développons des alternatives et des projets pour changer les choses ici et maintenant.

Nous luttons pour une société égalitaire, juste et solidaire.

CE QUE L'ON FAIT ?

Afin de ne pas rester isolé·e·s, on se réunit pour discuter et réfléchir sur les situations que nous vivons, pour décrypter l'actualité et le monde qui nous entoure.

Nous organisons des discussions, des cinés-débats, des soirées, des formations, etc.

Nous travaillons sur diverses thématiques et luttes telles que :

- les luttes queer,
- les luttes féministes,
- le droit au logement,
- les luttes anti-raciste,
- les droits des personnes sans-papiers,
- l'accès démocratique et inclusif au sport et à la culture,
- les luttes sociales,
- les luttes écologiques.

CE QUE L'ON VEUT ?

Nous voulons vivre dans une société où tout le monde peut circuler librement, où chacun·e a droit à un logement digne, à un revenu, à une formation accessible, à un futur.

Nous voulons une démocratie réelle où les prises de décisions sont collectives et où chacun·e a son mot à dire.

Nous voulons contrôler nos vies, acquérir notre autonomie et nous émanciper de la logique marchande qui nous réduit à des consommateurs·trices et des travailleurs·euses.

Nous sommes convaincu·e·s qu'un autre monde est nécessaire, nous sommes déterminé·e·s à tout mettre en œuvre pour le réaliser.



DANS CE NUMÉRO

**100 ans de luttes, 100 ans
d'histoire. Et demain ?**

— **5**

**Action - L'anti-autoritarisme &
l'antimilitarisme : une histoire
de désobéissance civile**

— **11**

**Témoignage - Quand
les jeunes font bouger
l'identité du mouvement**

— **17**

**Action - Se réappropriier
les espaces : Contestation
et visibilité**

— **23**

**Témoignage - Les luttes queer &
féministes : À l'épreuve de l'asile**

— **29**



100 ans de luttes 100 ans d'histoire Et demain

Cette année marque un tournant unique : l'occasion de nous arrêter un instant pour regarder le chemin parcouru, saluer celles et ceux qui ont façonné notre histoire et transmettre la mémoire de nos actions.

Un siècle d'engagement,
de combats,
de victoires et d'espoirs,
de mobilisations,
de résistances,
de luttes contre l'injustice, pour la
dignité et la solidarité.

Depuis des siècles, des jeunes du monde entier se lèvent.

Dans les universités, dans les usines, dans les rues, dans les quartiers. Au Nord comme au Sud. Ils et elles s'organisent pour combattre l'injustice, le racisme, les discriminations et l'oppression. Pour défendre la dignité, la justice et la liberté.

Ces histoires sont multiples. Elles viennent du Sud et du Nord, d'hier et d'aujourd'hui. Elles parlent de courage, de dignité, de solidarité. Et nous en sommes les héritier·ère·s. Porteur·euse·s d'une mémoire collective, et bâtisseur·euse·s d'un futur commun.

Nous sommes les héritier·ère·s de celles et ceux qui, avant nous, ont tenu bon. Depuis cent ans, la JOC est là. Pour amplifier ces voix. Pour offrir un espace, un souffle, des outils. Pour que chaque jeune puisse se construire, se battre, et transformer sa réalité.

Aujourd'hui encore, les raisons de se lever sont nombreuses. Parce que trop de jeunes galèrent pour un boulot digne. Parce qu'iels sont traité·e·s comme des numéros, des coûts, des risques. Parce que les discriminations tuent, enferment, étouffent. Parce que l'exploitation est partout, maquillée en flexibilité. Et parce qu'on ose encore leur dire qu'iels ne méritent pas mieux, qu'iels doivent faire des efforts.

Nos combats restent d'une brûlante actualité. L'extrême droite gagne du terrain. La peur est instrumentalisée pour diviser, précariser, exploiter. Le racisme, le sexisme, la destruction du social et de l'environnement sont des choix politiques que nous refusons. Certain·e·s voudraient nous faire croire que nous sommes

impuissant·e·s. Que la résignation est notre seule option.

Mais nous savons. Nous savons que le monde ne change pas tout seul, qu'il faut le bousculer, l'ébranler, le transformer. Nous savons que lorsque nous nous organisons, lorsque nous nous levons ensemble, rien ne peut nous arrêter.

Aujourd'hui, en fêtant ce centenaire, nous ne tournons pas une page. Nous écrivons la suite. Avec nos mots, nos colères, nos rêves. Avec cette force collective qui nous rend plus grand·e·s, plus fort·e·s. Avec cette espérance qu'un autre monde est non seulement possible, mais déjà en construction.

Parce que notre avenir ne se mendie pas : il se prend. Et nous le prendrons. Ensemble.

Alors merci. Merci à toutes celles et ceux qui ont fait vivre la JOC depuis cent ans. Merci à celles et ceux qui, aujourd'hui encore, y mettent leur énergie et leur cœur.

**Mohamed « Houari » Mimoun,
Bureau national de la JOC**



Journée du 1er mai 2025 - Célébration de notre 100^{ième} anniversaire

Dans ce magazine

À travers ce numéro, nous avons choisi de raviver les souvenirs, de partager des voix qui ont marquées notre parcours, les luttes accomplies qui témoignent que la JOC est toujours en mouvement, connectée à son époque.

Bien évidemment, il faudrait plus d'un numéro pour raconter toute l'histoire riche de la JOC, de ses luttes et toutes ses actions et ses victoires. Nous avons fait le parti pris d'évoquer quelques actions clefs et fortes qui ont marquées notre histoire, et qui font écho entre actions passées et luttes actuelles.



**Le passé nous inspire.
Le présent nous appelle. L'avenir est entre nos mains.**



Plus que jamais, nous croyons en notre capacité à agir ensemble, à innover, à inventer demain.



Journée du 1er mai 2025 - Célébration de notre 100^{ième} anniversaire

L'anti-autoritarisme & antimilitarisme : une histoire de désobéissance civile

Entretien avec **Antonio**,
militant et permanent au
sein de la JOC de Castille-
La-Manche

La JOC a depuis toujours pris
position contre la militarisation
dans tous ses aspects : service
militaire obligatoire, armement,
missile nucléaire, ...

L'antimilitarisme en Belgique
s'enracine dans une tradition de
résistance civile et de refus de la
guerre comme solution politique.

Dès le début du XXe siècle, des mouvements pacifistes et des groupes d'objecteur·euse·s de conscience ont contesté le service militaire obligatoire, revendiquant le droit de ne pas porter les armes pour des raisons éthiques ou philosophiques. Cette objection de conscience, longtemps réprimée, a fini par être reconnue légalement en 1964 en Belgique, et en 1984 en Espagne, pays d'Antonio, ancien permanent de la JOC d'Espagne, qui nous raconte son parcours dans cet article.

Loin d'avoir disparu, le mouvement antimilitarisme continue de se mobiliser aujourd'hui, alors que l'Europe, y compris la Belgique, connaît une phase de réarmement et de remilitarisation de l'Europe.

Nous le voyons avec la guerre en Ukraine, les positions isolationnistes de Donald Trump et ses critiques répétées de l'OTAN poussent de nombreux États européens à investir massivement dans leurs capacités militaires. En Belgique, le gouvernement dirigé par Bart De Wever (N-VA) a entériné d'importantes hausses du budget de la Défense, notamment à travers l'achat d'avions de chasse F-35, le renforcement de la cybersécurité militaire et le soutien aux missions extérieures. Ces décisions s'inscrivent dans un contexte européen plus large, avec des initiatives telles que le plan « ReArm Europe », visant à mobiliser des fonds pour renforcer les capacités militaires de l'UE.

Ces choix suscitent une vive inquiétude chez les associations antimilitaristes, comme Vredesactie ou le CNAPD, qui dénoncent une logique de militarisation progressive des sociétés européennes, au détriment des politiques de paix, de prévention des conflits et de désarmement. Ces mêmes associations, dans lesquelles la JOC militait déjà contre l'armement de l'Europe dans les années 80 et 90.



Photo d'archive d'actions pour l'objection de conscience avec la JOC d'Espagne

La JOC, une voix contre la militarisation

Historiquement, la JOC a également été associée à des figures emblématiques de l'antimilitarisme en Belgique : **Jean Van Lierde**, ancien président de la JOC de Wavre, est un exemple notable. En 1949, il a refusé d'accomplir son service militaire pour des raisons de conscience, ce qui l'a conduit à plusieurs emprisonnements. Son engagement a contribué à la reconnaissance de l'objection de conscience en Belgique.

Depuis toujours, la JOC a marqué son opposition aux politiques militaristes et aux dérives autoritaires.

La force de la désobéissance civile

Antonio, ancien militant de la JOC en Espagne et membre actif du mouvement des objecteurs de conscience dans les années 80 en Espagne, témoigne de ce parcours de luttes sociales, de résistance antimilitariste, et d'engagement ouvrier radicalement ancré dans la réalité.

« J'appartiens à une famille populaire. Chez nous, on travaillait très tôt. J'ai commencé à travailler à 14-15 ans. On n'avait pas beaucoup de ressources. Le plus important, c'était de ramener un revenu. »

Dans les années 1980, en Espagne, Antonio est un « apprenti » — un statut légal qui cache en réalité des abus.

« On avait un contrat d'apprenti. Mais ce n'était qu'un mot. En vrai, on faisait des tâches qui n'avaient pas de rapport avec l'apprentissage du métier, sans sécurité sociale, avec un salaire minable, des heures non payées. Et comme on n'avait pas l'âge légal pour travailler, les syndicats ne s'occupaient pas de nous. Personne ne nous défendait. Sauf la JOC qui a développé une campagne pour les droits des apprentis. »

C'est dans cette situation que la JOC d'Espagne devient son point d'ancrage. « La JOC venait directement là où on travaillait. Elle nous parlait de notre situation, nous expliquait qu'on n'était pas seuls. Et surtout, qu'on pouvait agir. On a monté une campagne avec des



revendications, des actions dans la rue, des interviews dans les médias... Même une grève. »

Par la suite, Antonio est devenu militant jociste et quelques années après, il est devenu permanent à la JOC de Castille-La-Manche.

Quand vient l'âge du service militaire, Antonio fait un autre choix : celui de **la désobéissance civile**.

Dans un contexte postfranquiste encore marqué par la méfiance envers l'armée et l'État, énormément de jeunes espagnols ont refusé le service militaire obligatoire. Ce mouvement a conduit à la reconnaissance légale de l'objection de conscience en 1984, une loi qui permet, sous convictions personnelles profondes, de refuser d'accomplir son service militaire, en faisant à la place un service civil. Ainsi qu'à la création d'un courant de désobéissance civile plus radical, **l'insoumission totale**, qui rejetait aussi bien le service militaire que le service civil substitutif, considéré comme une forme de conscription déguisée.

« À ce moment-là, le service militaire était obligatoire. En 1984, la loi d'objection de conscience est sortie. Avec la JOC, on l'a défendu. L'État a voulu réguler cette loi en demandant de justifier notre refus devant un tribunal. On devait justifier sur base de pensées politiques, religieuses, ou morales, etc. devant un tribunal, or ces informations sont personnelles. La Constitution permet le respect de ces pensées. C'était donc inacceptable pour nous ! On a refusé le service militaire, et le service civil substitutif qui était censé le remplacer. Ce n'était pas une vraie alternative : elle était deux fois plus longue, et surtout bien souvent, on occupait des emplois sociaux qui auraient pu être pris par des personnes en recherche d'emploi.

On s'est déclarés insoumis. Ni service militaire, ni service civil. On a lancé une campagne nationale antimilitariste. On refusait de collaborer à une machine qui perpétue la guerre et l'oppression. On a dit publiquement non : L'armée et la police sont des outils de répression

de l'État ! Elles servent à protéger l'injustice. »

Il y a eu de nombreuses condamnations pour avoir refusé de faire son service militaire et civil. Antonio est d'ailleurs condamné à 2 ans, 4 mois et un jour de prison, la peine minimale. En prison, il a continué à militer.

« On a refusé de collaborer avec l'administration pénitentiaire pour réduire notre peine. Même là-bas, on militait : on a « formé », conseillé les autres prisonniers. On leur expliquait leurs droits. D'un coup, tu voyais des files entières demander comment obtenir des permis ou des visites. On s'était préparé au niveau juridique, mais également pour être capable de résister à la pression à l'intérieur. Certaines prisons faisaient même tout pour refuser les insoumis chez eux. À l'extérieur, les mobilisations ne s'arrêtaient jamais. L'opinion publique a eu beaucoup d'impact. Tout le monde trouvait ça honteux qu'on emprisonne des personnes pour ne pas vouloir collaborer avec l'armée. »

La JOC Internationale et la JOC en Espagne ont fortement militer pour ce droit de refus au service militaire. « C'est devenu un vrai mouvement. On était 12 000 en Espagne à dire non. Il y avait des mobilisations tous les jours. Les syndicats, les familles, les associations, les communes se sont mobilisées. La pression a été telle que l'État a dû changer la loi. »

Tout comme en Belgique, les militant·e·s espagnol·e·s ont été soutenu·e·s par le réseau international de Résidents à la Guerre (l'IRG), qui facilitaient l'échange d'expériences, et coordonnaient des campagnes de solidarité transfrontalières. Ce réseau international a permis de donner une visibilité politique à l'objection de conscience, et d'en faire une revendication centrale dans les débats sur les droits humains, l'éthique de la guerre.

La pression populaire finit par porter ses fruits : la loi d'objection fut jugée anticonstitutionnelle, le service militaire obligatoire aboli en 1995 en Belgique, et

en 2002 en Espagne, et les militant·e·s amnistié·e·s.

« Pour nous, la désobéissance civile, ce n'était pas juste un refus. C'était une proposition : on voulait une autre société. Une société juste, égalitaire, sans violence d'État. On savait que l'armée, la police, ces institutions ne servaient pas notre projet de transformation sociale. »

Photo d'archive d'actions pour l'objection de conscience avec la JOC d'Espagne





Photo d'archive d'actions pour l'objection de conscience avec la JOC d'Espagne

Lutte antimilitariste et désarmement nucléaire : un combat commun

En Belgique, la JOC Wallonne a également longuement milité pour le désarmement nucléaire, un pilier historique de l'antimilitarisme. En Belgique, il a été un point de ralliement majeur des mouvements pacifistes et antimilitaristes, surtout dans les années 1980 avec la crise des euromissiles.

L'antimilitarisme ne se limite, en effet, pas à une critique de l'armée en soi, mais s'oppose aussi à des logiques globales d'escalade militaire.

L'histoire de l'antimilitarisme belge est indissociable des luttes pour le désarmement nucléaire.

Dans les années 1980, alors que les États-Unis et l'URSS se livrent à une surenchère nucléaire en Europe, la Belgique devient un terrain central de mobilisation contre l'installation de missiles américains à Florennes et Kleine Brogel. Des manifestations massives, parfois rassemblant plus de 400 000 personnes à Bruxelles telles que celle de 1981, incarnent ce rejet populaire de l'armement nucléaire, perçu comme une menace directe contre la paix et la souveraineté démocratique.

Dans le TU (Trait d'Union) de 1987, la JOC retraçait ses prises de paroles d'années en années depuis 1983. La

JOC a appelé la population à prendre conscience du danger que constitue l'installation des missiles et à venir en manifestation afin d'exprimer leur refus d'une course aux armements et de ses conséquences locales et mondiales.

L'impôt pour la paix : une objection fiscale à la guerre

À côté des manifestations et des appels publics, dès les années 1980, des jocistes militaient pour le plaidoyer d'un fond d'impôts pour la paix, permettant aux contribuables de rediriger la part de leurs impôts destinée aux dépenses militaires vers des projets civils de paix et de développement.

Cette initiative visait à reconnaître l'objection de conscience fiscale, en cohérence avec le droit à l'objection de conscience au service militaire.

Ces mobilisations et diverses actions, soutenues par des mouvements comme le CNAPD, les syndicats, et certains partis politiques, ont fait émerger une conscience collective autour de l'idée que la sécurité ne peut être construite sur la dissuasion nucléaire.

Elles ont aussi permis de renforcer les liens avec des réseaux internationaux comme l'*Internationale des Résistants à la Guerre (IRG)*, ou le mouvement « *No to NATO* », contribuant à une dynamique transnationale pour le désarmement.

Aujourd'hui encore, alors que la Belgique reste l'un des pays de l'OTAN hébergeant des armes nucléaires américaines sur son sol, les mouvements antimilitaristes continuent de revendiquer un retrait immédiat de ces armes, au nom du droit international, de la sécurité humaine et d'une éthique de paix.

Cette continuité historique montre que le combat antimilitariste ne se limite pas à la critique de l'armée nationale, mais s'inscrit dans une opposition plus large aux logiques de guerre systémique, de la répression par la force.

Ces prises de positions passées et présentes, témoigne des valeurs de la JOC. Depuis toujours, nous avons fermement marqué notre opposition aux politiques militaristes et aux dérives autoritaires. Nous avons par de nombreuses reprises pris position dans notre magazine **Organise-toi** (anciennement **Rédaction**, et initialement **Trait d'Union**), ou encore par des communiqués de presse, des actions, des manifestations, ...

D'ailleurs, en 2025, la JOC se positionne contre le gouvernement Arizona et ses mesures antisociales et antiécologiques. Nous dénonçons leur politique de réarmement et de fonds au sein de l'armée, et la droitisation de la politique migratoire, au détriment des services publics, du social, de l'enseignement.



Manifestation contre les missiles
à Florennes - TU Octobre 1987



Manifestation du 13 février contre
le gouvernement Arizona à Bruxelles en 2025

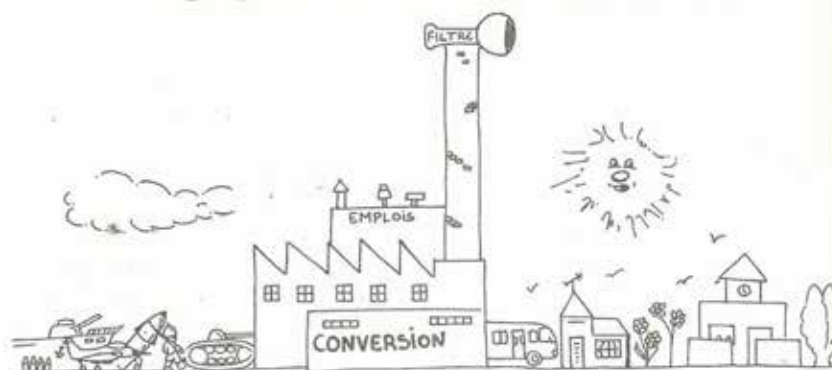


Manifestation du 13 février contre le gouvernement Arizona à Bruxelles en 2025

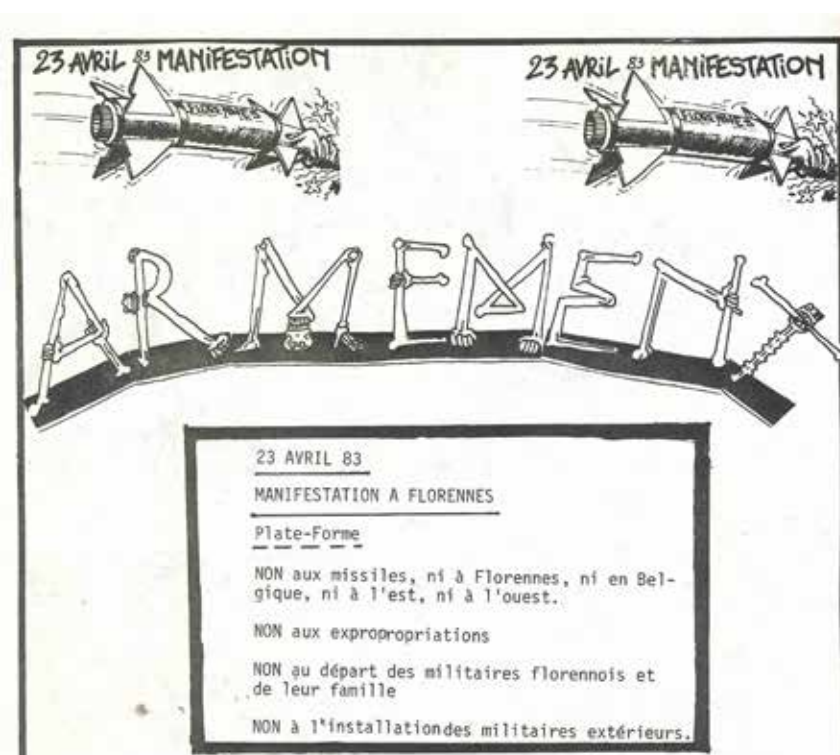
15 - L'anti-autoritarisme & l'antimilitarisme : une histoire de désobéissance civile



**PAYONS POUR LA PAIX
ET NON
POUR LA GUERRE**



TU Octobre 1985



TU Octobre 1987



Quand les jeunes font bouger l'identité du mouvement

Rencontre avec Slim, permanent à la JOC de Liège et membre du bureau national de 2010 à 2016, sur comment un groupe thématique s'est développé en campagne nationale et a abouti à la création d'une manifestation et d'un festival contre les violences et répressions policières.

J'ai découvert la JOC en 2007. À ce moment-là, j'avais 21 ans. Je viens d'une famille militante. Ma mère était syndicaliste, engagée de gauche. Mon père, lui, avait quitté la Tunisie très jeune ; il était communiste, opposant au régime. Donc j'ai toujours baigné dans une culture de résistance et d'engagement.

C'est à Liège que j'ai rencontré des gens du milieu militant. Petit à petit, je me suis éloigné de mes études de commerce international — qui n'avaient rien à voir avec mes valeurs — pour me rapprocher du militantisme. Une amie, Camille, qui était permanente à la JOC de Liège, m'a proposé de m'y investir.

À cette époque, la JOC de Liège ne comptait plus qu'un seul groupe actif, celui de Ghlin. C'était un groupe historiquement lié à la paroisse locale, accompagné par le curé Jean-Paul, très engagé lui aussi, notamment sur les questions de sans-papiers. Avant, les groupes de jeunes étaient vraiment des groupes liés à des quartiers, souvent liés à l'église du quartier.

Au début, avec mes amis, on n'était pas très emballés par le nom de la JOC — *la Jeunesse Ouvrière Chrétienne* — ça faisait ringard, mais on est venus par solidarité avec Camille et parce qu'on se sentait concernés par les réalités migratoires. Très vite, le courant est passé avec les autres jeunes.

Naissance du groupe Horizon Sans Frontière

Jean-Paul avait accueilli dans le groupe un jeune du Burkina Faso, Frank, sans-papier. Cette rencontre a été un moment charnière. Camille, sensible aux questions migratoires, s'est dit qu'il fallait aller plus loin. Elle a rassemblé des jeunes issus de l'immigration ou dont les familles avaient migré, comme moi, Claudio ou Karim. Nous étions une dizaine, moitié sans-papiers ou réfugiés, moitié enfants de l'immigration. Les premières rencontres se sont très bien passées. Petit à petit, on a voulu structurer le

groupe. On a commencé à mener des actions politiques. Camille nous a parlé du *Voir-Juger-Agir* de la JOC. On s'est prêté au jeu. Et le groupe a commencé à exister avec sa propre identité.

On s'est rapidement éloignés de l'identité « *Jeunesse Ouvrière Chrétienne* », qui ne nous correspondait pas. On n'était ni ouvriers, ni chrétiens. La plupart d'entre nous étaient chômeurs ou faisaient des petits boulots précaires. Alors on a décidé de prendre un nom à nous : « **Horizon Sans Frontière** ». Ce nom, c'était le reflet de notre réalité. On s'était même créé un logo. Évidemment, ça a créé des tensions avec la nationale : ils voulaient qu'on signe « militants de la JOC de Liège » dans leurs publications. Mais on avait besoin de pouvoir se reconnaître dans ce qu'on construisait. À 22 ans, quand tu as envie de t'engager, mais qu'on te colle une étiquette poussiéreuse, ça ne passe pas.

De groupe local à national

Ce groupe est devenu le premier groupe « thématique » de la JOC, c'est-à-dire non plus lié à un quartier ou une paroisse, mais à une réalité sociale : celle de la migration. On a commencé à se faire connaître à Liège, notamment grâce à nos actions anticapitalistes, contre le centre fermé de Vottem avec le collectif CRACPE.

On a aussi réalisé un roman-photo, avec les témoignages des jeunes. On est parti de la méthode de la JOC, en parlant de la réalité des jeunes de ce groupe de sans-papiers et issus de l'immigration pour le partager et faire entendre ces injustices. C'était un super outil. On l'a diffusé dans des écoles sociales, des foyers, des centres d'accueil. C'était notre manière de faire de la sensibilisation, de l'éducation populaire. C'est ce projet qui m'a permis de m'investir encore plus.

Quand Camille a quitté son poste, elle m'a dit : « *Postule, tu fais déjà le boulot.* » Je ne me voyais pas travailler à la Jeunesse Ouvrière Chrétienne. Mais j'étais au chômage à ce moment-là. Alors j'ai postulé, et j'ai été engagé.

Naissance de la campagne Stop Répression

Peu après mon engagement en tant que permanent, je cherche à faire des liens entre le groupe **Horizon sans frontière** et le groupe **No Border** qui travaille aussi sur la question de la migration et des frontières. Je nous fais participer au camp *No Border*. Il y a des liens qui se font entre les différents groupes et même avec les syndicats. C'est un peu l'idée de convergence des luttes.



Manifestation Stop Répression à Bruxelles en 2012



Manifestation du 15 mars à Bruxelles en 2014

En septembre 2010, un collègue permanent, s'est fait violemment arrêter lors de cette manifestation de clôture. La police l'a embarqué sans raison, ils l'ont tabassé, attaché à un radiateur, mis à poil. C'était humiliant, violent. Et là, je me suis dit : ce n'est pas un cas isolé. C'est ce qu'on vit, nous aussi, dans nos quartiers. On s'est dit qu'il fallait réagir.

À Bruxelles, les jeunes du quartier de Anneessens, ils se faisaient contrôler en permanence. À Liège, quand tu t'appelles Karim ou Yassine, tu sais ce que c'est un contrôle au faciès. Et dans les manifs, même des jeunes blancs de gauche se faisaient matraquer.

On remarque vite que cette thématique est une réalité partagée par beaucoup de nos jeunes. On avait trouvé notre lutte commune. On a donc décidé de lancer une campagne nationale : Stop Répression. Mais pas à l'ancienne. On voulait que ça pète.

Très vite, des groupes locaux se forment autour de cette campagne nationale : à Liège, à Namur, à Bruxelles. Chacun·e s'organise autour de la même méthode : partir des réalités des jeunes, puis passer à l'action. On fait des fiches thématiques sur les contrôles au faciès, l'armement de la police, les violences dans les

commissariats. Des actions publiques sont organisées : manifs, interventions en école, festivals, projections, débats. On allait même dans des foyers ou des écoles sociales pour former les futur·e·s travailleur·euse·s sociaux·ales.

C'était devenu un outil d'éducation populaire, fait par nous, pour nous.

On a même créé un site (www.stoprepression.be) parce qu'on ne voulait pas d'un truc estampillé JOC. On savait que ça ferait fuir. Le nom était un obstacle.

On voulait parler aux jeunes avec leurs codes, leurs réalités, leurs mots. Les supports de communication ont eux aussi été pensés à contre-courant : on voulait des visuels qui claquent. Pas les vieilles affiches pastel de la JOC. On a bossé avec des jeunes graffeurs de Bruxelles. On les a payés 50 balles pour les stickers. Ça a fait scandale à la nationale. Mais nous, on voulait bosser avec les jeunes, pour les jeunes. On voulait que cette campagne parle vraiment aux jeunes. Pas qu'elle reste enfermée dans un jargon d'association.

La campagne a cartonné. On ramenait des gens qui n'étaient jamais venus à la JOC. En quelques mois, j'avais neuf groupes actifs à Liège. Sauf qu'on n'avait qu'un local, et j'étais tout seul. On a demandé du renfort. Un deuxième

permanent a été engagé à Liège et à Bruxelles. Des jeunes issus des groupes qu'on avait formés. Et ça, c'était une victoire. Une vraie transmission. Une vraie transformation par la base, à l'image de ce que revendiquait le groupe dès le départ.

Manifestation du 15 mars

Avec le groupe **Stop Répression**, on a découvert qu'en Europe, il ne se passait rien sur les violences policières. En revanche, au Québec, il existait une **Journée internationale contre les brutalités policières**, organisée chaque année le 15 mars. On s'est dit : on va faire pareil.

En mars 2012, la première manifestation du 15 mars est organisée à Bruxelles. C'était fou. On a fait des affiches, des tracts, on a collé partout dans la ville. On voulait que ce soit un vrai moment de visibilité pour les jeunes et les quartiers qui vivent les violences policières.

À Liège, en parallèle, l'équipe prépare un festival **Stop Répression**, avec des concerts, un concours de rap, des débats, des projections. Tu viens écouter un son, boire un verre, et tu repars en sachant que des jeunes se font frapper par la police juste parce qu'ils sont arabes ou qu'ils lèvent la voix. On voulait que la lutte passe aussi par la culture, par la rencontre, par la fête.

Ces événements, on les a pensés comme des portes d'entrée vers l'action collective.



19 - Quand les jeunes font bouger
l'identité du mouvement



Manifestation du 15 mars à Bruxelles en 2014



Manifestation du 15 mars à Bruxelles en 2024



Manifestation du 15 mars
à Bruxelles en 2025



Manifestation du 15 mars à Bruxelles en 2015



Manifestation du 15 mars
à Bruxelles en 2025



Manifestation du 13 février contre
le gouvernement Arizona à Bruxelles en 2025

Et ça a marché. On a vu des jeunes prendre la parole en public pour la première fois, d'autres monter un stand, organiser un débat. C'était ça notre fierté : avoir ouvert un espace pour eux-elles.

Conflits internes et remise en question du nom JOC

La campagne a rencontré un grand succès, mais ça a aussi généré des tensions avec la structure nationale. La JOC de Bruxelles du groupe **Stop Répression** décide en interne de s'appeler « *Jeunesse Organisée et Combative* ». C'est un peu caché, même si finalement on a suivi la méthode de la JOC, en partant du vécu des jeunes et de leurs décisions. Ce sont les jeunes qui ont le pouvoir. C'est simple : on n'était ni des jeunes ouvrier·rière·s ni chrétien·ne·s.

Mais le fossé avec la nationale, lui, continue de se creuser : on avait des méthodes qui marchaient, une vision claire. Et en face, on nous renvoyait toujours à une forme d'ordre, de contrôle. Mais on n'était pas là pour gérer un patrimoine. On voulait que ça vive, que ça parle aux jeunes.

Ça commence à faire son petit chemin dans la tête d'autres fédérations. Les jeunes ont pu proposer des idées de noms. En suivant la méthode de la JOC, on a réfléchi à l'identité de la JOC avec les jeunes, on a également contacté des ancien·ne·s. On s'est rendu compte que la notion de **s'organiser** était importante : mettre à disposition des outils aux jeunes pour qu'ils s'organisent. Puis la notion **combative** : quand on est jeune, la vie est un combat. Il faut se battre contre les injustices.

On ne voulait pas foutre en l'air la JOC. On voulait la faire évoluer. Parce que les méthodes, on y croyait. Le *voir, juger, agir*, on l'appliquait à la lettre. Sauf qu'on parlait de nos réalités. Et nos réalités c'étaient les violences policières, la précarité, le racisme. Pas les luttes d'ouvrier·rière·s d'usine dans les années 50. Il n'était pas question de

faire rupture totale avec le passé. C'était important de gagner nos initiales, tout en modernisant le nom pour coller à notre réalité.

Ce qui est drôle, c'est que lorsque je suis allé au conseil mondial au Ghana, la question de notre changement de nom est amenée. Et beaucoup d'autres fédérations nationales ont la même réaction que nous : sur le terrain, elles se font appeler autrement car ça ne colle plus à leur réalité de terrain. La coordination internationale est en panique.

Ce processus de réinvention va plus loin que le nom. À force de ramer à contre-courant, ces jeunes ont fini par forcer l'organisation à bouger. De nouvelles permanences sont ouvertes. Des jeunes deviennent porteur·euse·s d'actions, se forment, se transmettent les outils.

Enfin, ce qu'on portait, ce n'était pas juste une campagne. C'était un autre modèle d'organisation. Une structure qui part des réalités concrètes, qui fait confiance aux jeunes, qui se laisse transformer par eux et elles.

Changer le nom, ce n'était pas renier ce qu'on avait reçu. C'était l'honorer. En faisant comme Cardijn disait : voir, juger, agir. On avait vu que le nom nous freinait. Alors on a agi.





Manifestation du 13 février contre
gouvernement Arizona à Bruxelles en 2025



Manifestation du 15 mars
à Bruxelles en 2025



Manifestation du 13 février contre le
gouvernement Arizona à Bruxelles en 2025



Manifestation du 15 mars à Bruxelles en 2015



Se réappropriier les espaces : Contestation et visibilité

Entretien avec **Martin**,
ancien permanent à Mons,
Claire, permanente à Liège
et **Marco**, détaché
pédagogique

La JOC a de tout temps milité pour le droit au logement, qui est de plus en plus fragile en Belgique à la suite de la spéculation immobilière, à l'érosion des politiques publiques en matière de logement social.

La JOC a également eu à cœur de devenir un lieu d'ancrage pour ses jeunes en proposant des lieux autogérés, des poches de résistance et d'expérimentation sociale.

Si le droit au logement est garanti par la Constitution belge (article 23), la situation sur le terrain révèle un écart criant entre les textes et la réalité vécue. La crise du logement que traverse la Belgique est souvent réduite à une question de quantité : pas assez de logements, pas assez de constructions neuves, pas assez d'investissements publics. Mais comme nous l'avons déjà expliqué dans l'un de nos derniers articles (« *Crise du logement ou crise de l'accès au logement ?* »), il s'agit moins d'une crise de stock que d'une crise d'accès. Les logements existent mais ne sont pas accessibles aux personnes qui en ont le plus besoin.

Les loyers explosent, les logements sociaux se font rares, et le marché locatif privé échappe à tout contrôle. Les critères de sélection pratiqués par les propriétaires, les garanties financières exigées, les discriminations rendent encore plus difficile l'accès à un toit décent. Dans ce contexte, la notion même de « droit au logement » devient abstraite, sinon vide de sens, pour une partie croissante de la population, en particulier les jeunes, les précaires, les personnes racisées ou sans statut légal. Le climat politique actuel avec les mesures du gouvernement Arizona ne semble pas aller vers un avenir meilleur.

C'est précisément dans cette faille entre le droit et l'accès réel que s'inscrit le travail militant de la JOC. La fédération de Liège, particulièrement, développe depuis plusieurs années un axe fort autour du logement, à travers des actions directes, des ateliers créatifs et des assemblées ouvertes. Elle tisse également un travail de fond avec les habitant.e.s concerné.e.s au sein de son bâtiment, la **caféteria collective Kali**, en copropriété avec d'autres associations. Cet espace est pensé comme un lieu de parole mais aussi d'organisation, où l'on peut s'informer sur ses droits, envisager des actions collectives, mutualiser des ressources.

Marco, détaché pédagogique et militant à Liège, nous raconte comment est venu l'idée de racheter le bâtiment de Kali : « *Dans les actions menées par*

les groupes de la JOC, et notamment celui de Liège, une question revient souvent : celle de la propriété. En 2022, le propriétaire du bâtiment de Kali où l'on organisait déjà nos activités, en lien avec d'autres associations, nous a proposé de le racheter. Évidemment, on n'avait pas un sou... mais l'idée nous a trotté dans la tête. Pouvoir gérer un lieu nous-mêmes, en faire un espace partagé avec d'autres collectifs, ouvrir un local à la fois autonome et collectif, où les gens pourraient se retrouver librement. On s'est dit : pourquoi pas ? On s'est inspirés de modèles qu'on avait vus en France, comme la ZAD de Notre-Dame-des-Landes. Ils avaient réfléchi en profondeur à la question de la propriété. »

Claire, permanente à Liège, nous explique également :

« **Le rachat, c'est l'idée de pérenniser le lieu. Sortir le bâtiment du marché spéculatif, pouvoir y proposer des loyers stables. Et surtout : ne plus remplir les poches d'un propriétaire, mais réinvestir dans un lieu qui nous appartient collectivement, en faire un bien commun.** »

Dans un contexte où l'accès au logement devient un privilège plutôt qu'un droit, l'occupation de lieux prend une dimension profondément politique.

Loin d'être un simple acte de nécessité, occuper un bâtiment, c'est poser un geste qui interpelle l'ordre établi, une manière de questionner la légitimité de la propriété privée lorsque celle-ci entre en conflit avec le droit fondamental à un toit.

Cet type de démarche rejoint une critique plus large du manque d'espaces accessibles, et ouverts dans nos villes. La difficulté à accéder à un logement se double souvent d'une inaccessibilité aux espaces collectifs, où les gens pourraient se rencontrer, s'organiser, créer. Dans ce sens, les lieux autogérés offrent une réponse concrète à ce double manque : ils deviennent à la fois lieux de vie, lieux d'organisation politique et lieux culturels ouverts à celles et ceux que la ville exclut.

C'est ce qui a motivé la JOC de Mons avec notre premier local autogéré, **le LAB**, dans les années 2000. Par la suite, d'autres lieux autogérés par nos jeunes ont ouvert comme **la Zomia** à Tournai, **le Chaudron** à Namur, et **Kali** à Liège en copropriété avec d'autres associations.

Claire : « *Kali a vraiment été le moteur de rencontres : entre personnes, entre collectifs, entre projets. Il a nourri le milieu militant à Liège, en créant des passerelles entre différentes initiatives. Et ces liens perdurent encore aujourd'hui. Ils sont toujours activés, et continuent d'alimenter des dynamiques, des projets, des luttes. »*

L'existence de ce type de lieu remet en cause la spéculation immobilière qui laisse des bâtiments inoccupés parfois pendant des années, alors que des personnes dorment dans la rue ou vivent dans des logements indignes. En ce sens, elle révèle les contradictions d'un système où l'inertie du capital prime sur les besoins humains.

L'occupation n'est donc pas seulement une stratégie de survie, c'est aussi un acte de réappropriation collective : de l'espace urbain, de ressources inutilisées, mais aussi de pouvoir d'agir pour celles et ceux qu'on maintient en marge.

Les lieux autogérés jouent un rôle fondamental de point d'ancrage et un rôle central dans le tissage du lien social : ils permettent aux personnes précarisées ou engagées de s'inscrire dans une dynamique collective, de construire des formes de solidarité durables. Là où le logement marchand isole, trie, exclut, les espaces occupés rassemblent, mutualisent et accueillent.

Martin, ancien permanent de la JOC de Mons, nous explique la naissance du **LAB**, le local autogéré de Mons : « Je suis arrivé comme permanent à la JOC de Mons juste après que la ville ait été nommée capitale culturelle européenne en 2015. Cette année-là, c'était flamboyant : plein de lieux ont ouvert, des projets à foison. Mais au début de 2016, tout s'est retourné. Ils se sont rendu compte qu'ils avaient trop dépensé, et beaucoup de lieux culturels ont fermé. Résultat : les jeunes se retrouvaient sans espace pour se réunir, pour vivre une culture alternative, pour faire émerger des idées.

On a eu l'opportunité de s'installer dans les caves médiévales du MOC de Mons. C'est là qu'est né notre local autogéré. Au-delà de créer un lieu militant et culturel, c'était surtout un endroit à nous, pour relancer des actions, des dynamiques, une militance de terrain.

L'idée était simple : il y a un espace, il doit être habité, on doit le rendre vivant, tout le monde est le-a bienvenu-e pour le faire, du moment qu'il y a un respect des balises politiques établies soit par la JOC, soit par le collectif.

Ce type de lieu, ça nous a aussi permis de déplacer l'identité jociste qui peut parfois sembler un peu floue, ou même restrictive pour certaines personnes. On peut à la fois organiser des concerts, des projections, des conférences, ... Ce qui

compte avant tout, c'est la dynamique d'organisation, d'autogestion, bien plus que l'étiquette d'une structure. Les gens ne viennent pas forcément pour « rejoindre une organisation ».

Iels viennent d'abord pour un projet, une envie, une action concrète. Organiser des événements ouverts au grand public c'est aussi une porte d'entrée vers la politisation de ce nouveau public. »

En mettant en lien le droit au logement avec l'occupation et l'appropriation collective de l'espace urbain, ces expériences réaffirment que le logement ne devrait pas être un privilège, mais un bien commun. Et que les luttes pour le droit à la ville ne peuvent être dissociées de celles pour l'accès au logement, à la culture, à la parole et à l'organisation politique.

La revendication de lieux pour vivre, se réunir, créer, organiser des activités culturelles ou militantes, s'ancre dans la conviction que la ville ne doit pas être façonnée uniquement par les intérêts privés, mais aussi par et pour ses habitant-e-s.

La JOC de Bruxelles parlait déjà de la difficulté de se loger à Bruxelles dans notre numéro **Trait d'Union** de 1990. Encore plus loin, nous retrouvons ces mêmes préoccupations sur les logements sociaux dans la JOC de Luxembourg en 1987.



TU Mars 1992





Housing Action Day à Liège en 2023



Housing Action Day à Liège en 2024



Témoignage de Claire sur son parcours

C'est à travers la cafétéria collective Kali que j'ai fait mes premiers pas à la JOC. C'est là que j'ai rencontré d'autres jeunes avec qui on a rapidement formé un groupe affinitaire. On s'est mis à organiser des activités ensemble, autant au sein de Kali qu'en dehors. Petit à petit, on s'est rapproché.e.s de la JOC grâce à Kali, même si c'était encore un peu flou, on ne savait pas trop si on se définissait en tant que jocistes ou pas. Mais on se retrouvait dans l'envie de s'organiser, de lutter.

J'avais déjà un parcours autour du droit au logement. Avec ce groupe, on voulait également ouvrir notre bâtiment. On avait peu de moyens, alors on ne se voyait pas louer un local. On voulait aussi créer un lieu politique. On l'a appelé « **Centre social autogéré** ». L'idée, c'était de lutter contre la spéculation immobilière, contre ces bâtiments laissés vides par des propriétaires ultra-riches pendant que d'autres galèrent à se loger. On voulait dénoncer cette injustice, et agir. On a beaucoup creusé le sujet, on s'est formés, on a fait des rencontres.

C'était une période intense : il y avait les mobilisations pour le climat, les gilets jaunes, beaucoup de luttes en ébullition. On voulait que ce lieu soit également un carrefour des luttes. On a organisé des repas populaires, des concerts, des projections, des activités de quartier, etc.

L'occupation a duré trois mois avant qu'on soit expulsé.e.s. Mais on n'a pas arrêté pour autant. On a continué ailleurs avec un collectif élargi. On s'appelait « **Entre Murs, Entre Mondes** ». C'était un lieu ouvert : on a lancé un magasin gratuit, une école de devoir, des repas à prix libre, des ateliers, des actions pendant le Covid comme la brigade de solidarité populaire, ... Vu qu'on avait plus de chambres que de locataires, on a commencé à proposer des chambres, surtout à des personnes sans-papiers. C'était une manière de partager les espaces qu'on avait.

On a connu des pressions policières, des procès, des coupures d'électricité, ce qui nous a encore plus précarisés. En face, la propriété privée a toujours plus de poids que d'autres droits comme le droit au logement.

Quand je suis devenue permanente JOC à Liège, j'ai amené avec moi cette expérience des squats, et cette volonté de continuer à lutter pour le logement. On a fait du plaidoyer, des actions devant l'hôtel de ville, Il y a eu un comité de soutien à l'occupation de personnes sans-papiers, qui est en soit la suite de « **Entre Murs, Entre Monde** ».

On a participé à de nombreuses mobilisations : le **Housing Action Day** à Liège en 2022 après les inondations, puis en 2023 et 2024. On était également présent.e.s sur la ZAD de la Chartreuse, contre un projet d'écoquartier soi-disant « vert », mais inaccessible aux classes populaires, et destructeur d'un

espace forestier. On a lancé à Liège la campagne **Don't Pay** contre l'explosion des coûts de l'énergie. Là encore, c'est une question de logement : si tes factures augmentent, ton logement devient plus précaire. C'est un cercle vicieux. On a aussi participé avec la JOC Bruxelles à l'occupation fédérale pour les sans-papiers à Bruxelles.

En 2023, on a structuré un groupe logement au sein de la JOC de Liège. On a organisé des projections de films comme *En los Barguenes*, qui montre la violence des expulsions et la honte qu'on fait porter aux locataires, alors que c'est le système qui est injuste. On a aussi lancé un cycle d'ateliers linogravure pour créer des visuels pour les manifestations, et une formation sur les logements vides et la lutte contre l'inoccupation. Avec le collectif **DAL (Droit au Logement)**, on a organisé la Marche du vide : une balade dans Liège pour repérer les bâtiments vides, tout en racontant leur histoire.

Beaucoup de ce qu'on fait n'est pas uniquement le fruit du travail de la JOC. On est impliqué.e.s, moteur.rice.s parfois, mais on travaille surtout en collectif, avec d'autres associations, d'autres personnes, d'autres luttes.



Atelier de sérigraphie à la JOC Liège pour la Housing Action Day à Liège en 2023



Visuel pour tracts, réalisées par les jeunes de la JOC Liège pour la Housing Action Day à Liège en 2023



Affiches réalisées par les jeunes de la JOC Liège pour la Housing Action Day à Liège en 2023



Les luttes queer & féministes : À l'épreuve de l'asile

Paroles de **Franck Yvan Folenou**, permanent de la JOC Namur

La JOC a été traversée par toutes les questions féministes ainsi que la lutte LGBTQIA+.

Retour sur les actions de la JOCF, les Jeunes immigrés, et sur les actions actuelles de la JOC Namur, la JOC de Mons et la JOC de Tournai qui travaillent beaucoup sur ces questions de mixité, d'offrir des espaces safes à chacun-e. Iels militent énormément pour les droits des femmes et des personnes LGBTQIA+.

La JOC a eu deux entités, travaillant avec un public cible, afin de leur offrir un espace de parole safe : la **JOCF** et **les Jeunes Immigrés**.

La **JOCF** est la branche féminine de la JOC, née dans le contexte de l'entre-deux-guerres en Europe. Elle s'adressait donc spécifiquement aux jeunes filles issues du milieu ouvrier. Elle se développe rapidement, portée par une volonté d'émancipation féminine. C'est seulement dans les années 1960-1970, avec les évolutions sociales (mixité, montée du féminisme, transformations du monde ouvrier) que les deux mouvements fusionnent pour former une JOC mixte.



TU d'Avril 1995

Dans les années 90, on pouvait lire dans les magazines **TU (Trait d'Union)**, des paroles de plusieurs militantes jocistes qui critiquaient la place de la femme dans une société encore trop machiste et sexiste. On y découvre des articles sur les normes genrées ; ou encore, sur la place des femmes en politique, trop peu visible ; mais aussi, sur la femme-objet et le sexisme au travail (l'écart salarial, les discriminations à l'embauche, ...).

La JOC a également eu une autre entité, celle des **Jeunes Immigrés**. Depuis les années 1970-1980, la JOC a pris conscience que les jeunes issu·e·s de l'immigration, souvent relégué·e·s dans les quartiers populaires, faisaient face à des formes particulières d'exclusion,

de racisme, de précarité et d'invisibilité sociale.

Ces groupes visaient à reconnaître les discriminations spécifiques vécues par ces jeunes, leur offrir un espace de parole, favoriser la mixité et le dialogue interculturel entre jeunes « belges » et immigré·e·s.

CONTRE LA VIOLATION DES DROITS
DES IMMIGRÉS
**MANIFESTATION NATIONALE
A BRUXELLES**
le 8 mai 1983 à 10 h 30
PLACE ROGIER

TU d'Octobre 1981

La JOC a régulièrement mené, dans le passé et actuellement, des campagnes nationales sur les thèmes de la lutte contre les discriminations raciales, de la citoyenneté pour toustes, de l'égalité pour toustes, ou encore de la régularisation des sans-papiers.

Par exemple, à Tournai, les jeunes organisent des arpentages sur l'écoféminisme, des soirées queerfriendly, des ateliers de pancartes féministes, participent aussi à la pride, manifestent contre les centres fermés de Vottem et de Jumet.

À Liège, via un cycle d'ateliers, les jeunes ont créé un jeu de société politique sur l'histoire des féminismes et ses angles morts, dans le but de débattre des dynamiques d'exclusion au sein des luttes féministes occidentales. Iels travaillent énormément pour les personnes sans-papiers, et militent contre les centres fermés.

À Mons, iels ont lancé leur **radio Mutine** où iels parlent de divers thèmes féministes et queer. Iels proposent des ateliers d'autodéfense en non-mixité, des apéros féministes. À travers des ateliers de linogravure, iels ont créé l'exposition « **Histoire au féminin** », qui met en avant des femmes importantes, oubliées, de l'histoire. Iels organisent la manifestation du 8 mars à Mons, journée internationale de lutte pour les droits des femmes. Iels proposent

également des shows de drag queen et drag king.

À Namur, même combats. De nombreuses actions pour les droits des personnes LGBTQIA+ sont organisées comme des groupes de paroles. Iels ont aussi créé un festival féministe & queer, **Hors de nous**, où se mêlent musique, revendications, ateliers, et l'exposition « *Libre d'être soi* ». Elle retrace les parcours de personnes LGBTQIA+ exilées.

Rencontre avec Franck Yvan Folenou : Quand deux discriminations se rencontrent

Persécuté·e·s pour qui iels sont, ou contraint·e·s de le cacher pour survivre, les personnes LGBTQIA+ en demande d'asile incarnent une double vulnérabilité : celle du genre ou de l'orientation sexuelle, et celle du statut de réfugié·e. Pour beaucoup, fuir devient une question de vie ou de mort. Mais leur parcours d'asile est souvent parsemé d'embûches, et les politiques migratoires en Europe ne leur garantissent ni accueil digne ni protection automatique.

Franck Yvan Folenou, le permanent de la JOC de Namur, le sait mieux que personne. Il a décidé de transformer son parcours personnel en lutte collective, ancrée dans le réel et dans la rue. **Il incarne une génération militante qui ne se contente plus de témoigner mais qui organise, agit.**

Originaire du Cameroun, Franck Yvan a dû fuir son pays à cause de son orientation sexuelle.

« Je suis militant des droits humains, de la cause LGBTQIA+, réfugié, camerounais et homosexuel. J'ai dû fuir parce que mon pays me condamne pour mes amours. Là-bas, quand tu es gay, tu es rejeté de toustes : l'État t'emprisonne, la religion te condamne et t'envoie en enfer, la famille te renie. Tu n'as pas ta place. »



J'ai toujours détesté qu'on me colle l'étiquette de "migrant économique".

Non, je ne suis pas venu ici pour chercher du pain et du mail. J'ai fui parce que ma vie était en danger. Si j'étais resté, on parlerait de moi au passé.



Ce contexte d'exclusion l'amène à s'engager dans des actions militantes, notamment via le collectif **AOS (Afrique Occident Solidaire)**. Le but de l'AOS est le jumelage associatif, les plaidoyers internationaux, la délocalisation des personnes en potentiel danger.

« Arrivé en Belgique, j'ai pu réaliser des liens avec les associations belges qui sont sensibles aux difficultés que peuvent vivre les personnes LGBTQIA+ en Afrique et leur parler justement de la situation dans différents pays. »

Qu'est-ce qui t'a poussé à t'engager dans la JOC ?

« J'ai découvert la JOC un peu par hasard... sur une appli de rencontre ! Un gars me dit : "Je suis à une AG de la JOC, tu veux venir ?". Je suis allé par curiosité, et j'ai eu un coup de cœur. Même le mec ne m'intéressait plus après. C'est la JOC qui m'a happé !

Ce que j'ai trouvé à la JOC, je ne l'avais jamais connu ailleurs. C'était la première fois que je pouvais parler librement de mon identité de genre, de mon orientation sexuelle, de mon vécu, sans être jugé. Sans peur.

Je pouvais porter mes luttes. J'ai compris que la précarité qu'on vit, elle est politique. Il fallait la rendre visible. Beaucoup de personnes vivent des oppressions croisées.

Il faut quand même préciser que tous les pays d'Afrique ne criminalisent pas l'homosexualité.

Par exemple, l'Afrique du Sud ne l'a jamais fait. La Côte d'Ivoire était même vue comme un eldorado pour les personnes LGBTQIA+, parce qu'il n'y a pas de lois qui l'interdit explicitement. Mais c'est justement là que ça devient parfois compliqué. Parce que dans les pays qui ne criminalisent pas, il n'y a pas non plus de protection. La loi ne dit rien. Elle ne condamne pas, mais elle ne défend pas non plus. Et c'est souvent dans ces pays-là qu'on observe le plus de discriminations, le plus de violences sociales. L'absence de cadre légal, ça crée un vide dans lequel tout peut arriver. »

Prouver qui l'on est : l'épreuve absurde de la crédibilité

Le principal obstacle pour les personnes LGBTQIA+ qui demandent l'asile repose sur un paradoxe cruel : devoir « prouver » son homosexualité ou son identité de genre à des agent·e·s de l'État qui n'ont souvent aucune formation sur ces questions. Le risque d'un rejet de la demande est élevé. Le système d'asile européen étouffe, trie, expulse — y compris celles et ceux qu'il prétend protéger.

Nombreux sont les récits de demandeur·euse·s d'asile LGBTQIA+ sommé·e·s de produire des photos, des témoignages intimes, des preuves de « comportement gay » ou d'expliquer pourquoi iels n'ont pas exprimé leur sexualité plus tôt. Cette logique inquisitrice, souvent humiliante, fondée sur des stéréotypes et un regard hétéronormé, aboutit à des décisions absurdes : des hommes rejetés parce qu'ils « ne sont pas efféminés », des femmes lesbiennes renvoyées car elles ont eu des enfants, des personnes trans considéré·e·s comme « pas assez visibles ».

En 2020, un rapport de l'ILGA-Europe dénonçait ces pratiques dans de

nombreux pays, dont la Belgique, la France, les Pays-Bas ou l'Allemagne.



Comment tu prouves que tu es homosexuel dans un dossier administratif ? On te demande des détails intimes, des preuves... Comme si ton identité devait passer un examen.



La précarité dans les structures d'accueil

En Belgique, les centres d'accueil reproduisent des violences. L'homophobie et la transphobie y sont monnaie courante. L'absence de structures adaptées pousse des personnes à l'errance, à la rue, à la dépression. Elles préfèrent choisir la rue plutôt que subir insultes, rejets ou agressions. Cette violence n'est pas



Manifestation du 15 mars à Bruxelles en 2025



Manifestation contre le centre fermé
de Jumet à Charleroi en 2024

un accident. Elle est systémique. Elle révèle une société qui refuse encore d'admettre que les personnes queer exilé.e.s ont droit à la dignité, à la parole.

C'est pour répondre à ces réalités que Franck Yvan s'est engagé à créer des espaces sûrs et collectifs : « *Chaque mois, on organise des groupes de parole pour les personnes LGBTQIA+ demandeur.euse.s d'asile. On les aide à préparer leurs auditions, à comprendre leurs droits, mais surtout à ne pas rester seul.e.s. C'est aussi un lieu pour se reconstruire.* »

Centres fermés : l'enfermement comme politique migratoire

Au-delà des structures d'accueil, la Belgique maintient une politique d'enfermement des personnes migrantes dans des centres fermés. Ces lieux, tels que ceux de Vottem, Merksplas ou Bruges ou bientôt Jumet, sont des espaces de détention administrative où des individus sont privés de liberté sans avoir commis de délit, simplement en raison de leur statut migratoire.

Les conditions de vie y sont souvent dénoncées : isolement, accès limité aux soins, violences psychologiques, et parfois physiques. Les personnes LGBTQIA+ y sont particulièrement vulnérables, exposées à des discriminations et à des agressions, sans mécanismes de protection adaptés.

Des organisations telles que le CIRÉ et Amnesty International ont régulièrement alerté sur les violations des droits humains dans ces centres, appelant à leur fermeture et à la mise en place d'alternatives respectueuses de la dignité des personnes.

Dans les années 90, certain.e.s militant.e.s jocistes avaient réussi à entrer dans le centre fermé de Vottem et en avaient été horrifié.e.s. On pouvait lire dans le numéro de 1998 du *TU (Trait d'Union)* :

« *C'est un véritable camp d'internement, une prison qui ne dit pas son nom. Le complexe est entouré de grilles, de grillages et de barbelés.* »

« *Les réfugiés sont derrière des vitres teintées. Ils nous crient qu'ils sont maltraités, qu'ils n'ont pas de docteur, pas d'intimité. On ne sait que taper sur le grillage pour faire comprendre qu'on est là, avec eux.* »

La JOC s'est toujours questionnée sur ces sujets d'occupation d'espace, d'inclusivité et de dignité humaine. Elle a toujours été contre la politique du sans-abrisme, ainsi que les centres fermés.

Dans le *Trait d'Union* de novembre 1998, nous écrivions déjà notre engagement pour la défense des droits des sans-papiers dans notre article « *Sans papiers mais pas sans voix* ».

Nous pouvions y lire : « *À quand le respect de la dignité humaine ? La mort de Semira nous a blessés au plus profond de nous-même. Nous voulons la régularisation des sans-papiers. C'est pour tous les sans-papiers que nous agissons. Nous demandons simplement*

*des papiers pour les sans-papiers !
Disons non à l'extrême droite.* »

Quand la solidarité devient action

Franck, et la JOC, s'opposent fermement depuis toujours, à cette politique d'enfermement. Ces centres sont une manifestation d'une politique migratoire répressive qui criminalise les personnes en quête de protection.

« *L'homophobie, la transphobie, ce sont des réalités mondiales. On ne peut pas se battre seul.e.s. Il faut construire des ponts, des réseaux, du soutien international.* »

En 2023 et 2024, Franck Yvan a notamment coorganisé l'arrivée de deux femmes trans persécutées au Cameroun.

Shakiro a été arrêtée et condamnée à 5 ans de prison pour s'être habillée en femme : « *Ça m'a bouleversé. Je me suis dit : "Il faut faire quelque chose." On a monté tout un dossier pendant plus d'un an.*

Lorsque Shakiro a été libérée de prison de manière provisoire, à peine deux semaines après, elle a été de nouveau violemment attaquée par des individus dans la rue. Cette scène de lynchage, son père l'a vu. Il a compris que sa fille était vraiment en danger. Et c'est lui qui a décidé de tout faire pour la faire partir. C'était d'ailleurs la seule personne de sa famille qui l'appelait "ma fille". Dans un pays comme le Cameroun, où l'homophobie est institutionnelle, où les familles sont extrêmement conservatrices, c'est rare.

Le père de Shakiro a alors trouvé un réseau pour la faire sortir du pays. Elle devait passer par le Nigeria, puis venir en Europe. Ce n'était pas via la JOC, c'était un autre réseau. Mais une fois arrivée au Nigeria, elle s'est fait arnaquer. Quand son père a découvert qu'il s'agissait d'une escroquerie, il en est décédé, mais elle n'a pas pu assister



Manifestation contre le centre Vottem en 2015

à son enterrement. Elle devait se cacher sans être vue.

De notre côté, on faisait tout pour monter un dossier. Grâce à la JOC et aux contacts qu'on avait, on a pu obtenir un visa humanitaire. Je l'ai hébergée pendant 4 mois. Je l'ai accompagnée pour chaque démarche.

Il y a eu une vraie mobilisation. Beaucoup de personnes ont contribué financièrement pour payer le visa, les frais de redevance, comme l'association **Come To Be**. »

Pour **Bijou**, la situation a été encore plus compliquée. On a aussi obtenu un visa, mais le jour de son vol, à l'aéroport, son passeport a été bloqué. Elle a vu l'avion partir sous ses yeux.

« Elle m'a dit : "Franck, j'ai eu envie de me suicider." C'était terrible. Mais on n'a pas lâché. J'ai lancé une collecte, trouvé une dame pour l'héberger. On a organisé tout un réseau pour qu'elle soit accueillie dignement. Parce que oui, elle a le droit de vivre, de s'épanouir, comme tout le monde. »

Franck ne s'arrête pas à l'accueil. Avec ses jeunes, ils ont lancé un théâtre-action, basé sur leurs récits de vie. Ils travaillent aussi sur un documentaire autour du logement des personnes racisées.

Ils travaillent également avec des collectifs comme la **TPG**, la **Transpédégouine**, qui a énormément soutenu Bijou, notamment financièrement.

Ils ont aussi de grandes collaborations avec d'autres associations, comme celle d'Ethan, coordinateur du projet

HSH and Safe, qui travaille avec des publics migrants sur les questions de santé sexuelle et reproductive. Il accompagne notamment des HSH — hommes ayant des relations sexuelles avec d'autres hommes.

Franck rêve aujourd'hui d'une Black Pride en Belgique. Il veut aussi donner une voix et une fierté à ces personnes trop souvent réduites à leur souffrance : « Une fierté noire et queer. Parce qu'on existe. Et on ne veut plus être invisibles. Pour moi, travailler avec les personnes les plus précaires, c'est fondamental. Ce sont elles qui vivent les oppressions les plus dures. »

La dimension internationale

Il développe des liens avec d'autres pays : le Bénin, le Cameroun, la Côte d'Ivoire, etc. Aujourd'hui, la JOC est connue dans plusieurs pays d'Afrique.

« Des personnes que j'ai aidées ici parlent de nous là-bas. Il y a une dimension internationale très forte. »

Ces actes de solidarité sont aussi des actes politiques. Ils témoignent de la capacité des collectifs à créer des alternatives humaines, là où les institutions défont.

L'histoire de Franck n'est pas isolée. Partout en Europe, des personnes LGBTQIA+ réfugiées s'organisent : groupes de parole, marches, alliances transnationales, accompagnements juridiques, soutien psychologique, hébergement, actions politiques.

Franck Yvan collabore souvent avec des collectifs comme **Rainbow Refugee Commity**, **Camfaids**, la **Maison Arc-en-Ciel de Luxembourg**.

Pour une politique de justice et de reconnaissance

Ce que ces parcours révèlent, c'est une faille profonde dans les politiques d'asile actuelles. Être LGBTQIA+ est encore un motif d'exil trop souvent ignoré ou maltraité dans les politiques migratoires européennes.

« Je veux que les gens comprennent que les personnes réfugiées ne viennent pas ici pour voler un logement ou profiter du système. Elles fuient quelque chose de terrible. Personne ne quitte son pays pour le plaisir. Personne. »

Vivre librement son identité est un droit fondamental. La lutte pour les droits des personnes LGBTQIA+ en exil ne concerne pas seulement les politiques d'immigration : elle touche à ce que nous sommes prêt·e·s à défendre comme société.

Une société qui protège les plus vulnérables, ou une qui les soupçonne et les rejette. Le choix est politique.



J'ai tellement cherché la liberté qu'aujourd'hui, j'y suis arrivé. Cette liberté, je veux la partager, l'organiser. Si je ne porte pas cette lutte, qui le fera ?







Manifestation du 8 mars à Mons en 2024



*Manifestation contre le racisme
à La Louvière en 2024*



*Manifestation contre le gouvernement Arizona
à Bruxelles en 2025*



Manifestation du 8 mars à Mons en 2024



NOS FÉDÉRATIONS

BRUXELLES

Rue d'Anderlecht, 4. 1000 Bruxelles

Tel : 0485 82 99 40 - bruxelles@joc.be

Facebook/Insta : [joc Bruxelles](#)

LIÈGE

Rue Saint-Thomas, 32. 4000 Liège

Tel : 0479 69 81 44 - jocliege@joc.be &

liege@joc.be

Facebook : [Joc Liege](#)

Insta : [joc_liege](#)

NAMUR

Rue de l'Avenir, 3. 5000 Namur

Tel : 0492 29 80 97 - namur@joc.be

Facebook : [Joc Namur](#)

Insta : [Jocnamur](#)

CHARLEROI

Boulevard Tirou, 167. 6000 Charleroi

Tel : 0494 98 73 56 - charleroi@joc.be

Facebook : [Joc Charleroi](#)

Insta : [joc_charleroi](#)

VERVIERS

Rue du Palais, 25. 4800 Verviers

jocverviere@joc.be

Facebook/Insta : [Joc Verviers](#)

TOURNAI

Chaussée de Renaix 38, 7500 Tournai

Tel : 0492 29 80 98 - tournai@joc.be

Facebook : [JOC Wapi- Tournai](#)

Insta : [jocwapi](#)

LA LOUVIÈRE

Rue du Marché, 6. 7100 La Louvière

Tel : 0465 99 80 29 -

joclalouviere@joc.be

Facebook : [Fédération Joc La Louvière](#)

Insta : [joclouviere](#)

MONS

Rue Marguerite Bervoets, 10. 7000 Mons

Tel : 0492 29 80 85 & 0471 37 71 32 -

mons@joc.be & jocmons@joc.be

Facebook : [JOC Mons - Borinage](#)

Insta : [joc_mons](#)

SECRÉTARIAT - NATIONAL

Rue d'Anderlecht, 4. 1000 Bruxelles

Tel : 02 513 79 13



RETROUVEZ-NOUS SUR

WWW.JOC.BE — FACEBOOK & INSTA : JEUNESSE ORGANISÉE ET COMBATIVE